

RÉPONSE : CONSULTATION PUBLIQUE N° 2020-012 DU 22 JUILLET 2020  
RELATIVE À LA PARTICIPATION DE TIERS DANS LE FINANCEMENT DE  
PROGRAMMES D'INVESTISSEMENTS DE RENFORCEMENT POUR  
L'INSERTION DU BIOMETHANE DANS LES RESEAUX DE GAZ ET A LA  
VALIDATION DES INVESTISSEMENTS DE RENFORCEMENT DES RESEAUX DE  
DISTRIBUTION DE GAZ

DISPOSITIF RELATIF À LA PARTICIPATION DE TIERS DANS LE FINANCEMENT DE  
PROGRAMMES D'INVESTISSEMENTS

Q1 : Êtes-vous favorable au dispositif proposé par la CRE relatif à la participation de porteurs de projet et / ou de tiers dans le financement des programmes d'investissements ?

Spécifier les collectivités comme financeur possible aux côtés des tiers

Laisser plus explicitement la possibilité aux collectivités (non porteuses de projet) de faire l'avance de 200 000 €.

Les réseaux de distribution de gaz naturel appartiennent aux collectivités qui ne peuvent pas être considérées comme de simples « tiers ».

Le dispositif de tiers financement doit absolument laisser la possibilité aux collectivités (EPCI à fiscalité propre, communes), AODE (syndicats d'énergies), de financer le dispositif et donc de jouer leur rôle de coordination dans le cadre de la Commission Consultative Paritaire justement imposée par l'État afin de rendre cohérent l'aménagement du territoire et le développement des réseaux et autres infrastructures du domaine de l'énergie.

L'intégration de cas étude maillage / extension hors étude rebours

Le dispositif proposé ne considère que les cas avec une étude rebours, ce qui semble réducteur : le terme rebours doit être remplacé par un terme générique désignant les travaux nécessaires (le terme rebours pouvant être cité en exemple).

La participation des tiers pourrait être différenciée en fonction de la nature des travaux à étudier (rebours, maillage, renforcement, etc.).

Ainsi, les modalités suivantes sont proposées :

- Zone I/V nécessitant un rebours : modalités identiques à celles proposées (sur les cas 1 à 3 ; supérieur au seuil, inférieur au seuil, ...) avec le coût fixé normativement d'une étude rebours
- Zone I/V nécessitant maillage / extension uniquement : modalités identiques à celles proposées (sur les cas 1 à 3) avec un coût fixé normativement d'une étude maillage

### Question sur le montant forfaitaire rebours et fiscalité du financement

Comment est justifié le montant forfaitaire ? les coûts ne sont probablement pas homogènes dans toute la France ? Nous suggérons de plutôt travailler en % (rebours à 2.5 M € = 8% d'études)

Les sommes apportées par les tiers/collectivités ou porteurs de projet doivent être comptabilisées comme du financement non GRDF dans la comptabilité du concessionnaire.

### Révision par la CRE des zonages I/V

Les modalités pratiques du dispositif envisagé lors des consultations pour les zonages devraient être détaillées afin d'en vérifier « l'applicabilité » : fréquence de révision, délais, formalisme, durée de validité, etc.

Les collectivités locales pourront selon les cas mobiliser les porteurs de projets en fonction de l'échéance. Par ailleurs, la programmation de cette révision permettrait aux partenaires de s'organiser pour formaliser une réponse solide, construite et commune sur les zonages I/V.

## FAVORABLE

### DISPOSITIF RELATIF À LA VALIDATION DES INVESTISSEMENTS DE RENFORCEMENT DES RESEAUX DE DISTRIBUTION DE GAZ

Q2 : Êtes-vous favorable au dispositif proposé par la CRE relatif à la validation des investissements de renforcement des réseaux de distribution de gaz ?

### Délais de validation des investissements

Les zones sur lesquelles sont calculées les ratios I/V conduisent à une validation des investissements sur les zones considérées dont la réalisation peut s'étaler sur plusieurs années.

Il paraîtrait anormal que certains investissements soient reportés (mettant en péril le raccordement de certains projets) au motif que le seuil de 0,4% soit atteint pour un opérateur donné du fait d'investissements réalisés ailleurs en France. Il ne peut pas y avoir de double validation.

Un système garantissant le délai vis-à-vis des porteurs de projet peut être mis en œuvre pour rassurer les porteurs de projets d'installations d'injection de biométhane. Un calendrier des dossiers déposés sur le dispositif de validations des investissements de renforcement des réseaux pourrait être mis en place (plateforme de suivi de dépôt des dossiers avec un accusé de réception lors du lancement du processus de validation).

### Intégration des AOD

Dans l'objectif d'améliorer la consultation locale, les études des éventuelles évolutions des zones pourraient être transmises aux AOD concernées avant et après la validation par la CRE afin d'avoir une meilleure connaissance du développement et évolution sur leurs zones. Les AODE ont en effet pour mission de valider selon leur pertinence, tous les programmes d'investissement du concessionnaire, quels qu'ils soient, avant leur mise en œuvre, dans le cadre de leur mission d'autorité concédante propriétaire des ouvrages de distribution publique de gaz, alors que la mission de la CRE consiste à vérifier l'adéquation du tarif ATRD aux besoins de travaux et la proportion des travaux liés à l'injection qu'il peut financer.

Les différents travaux pourraient être soumis à minima à un avis simple des AOD en parallèle de la validation par la CRE pour les investissements sur les réseaux de distribution sur lesquels elles sont compétentes.

#### Rattacher aux concessions les réseaux de distributions de gaz :

Dans le cadre des investissements liés au zonage I/V qui seront validés par la CRE, les créations d'ouvrage hors du périmètre des concessions historiques correspondent à des **ouvrages publics, financés par l'ATRD (pour les renforcement et travaux de maillage) ainsi que par les porteurs de projets de production de biométhane (pour les extensions de réseau), intégrés dans la concession publique et** pour lesquels le statut particulier (« canalisations biométhane hors zones de desserte », « poste de rebours », etc.) et les origines de financement doivent être explicites afin d'en faciliter la gestion ultérieure.

Aussi, dans le cadre des investissements liés au zonage I/V tous les nouveaux ouvrages, puisque intégrés aux concessions car financés par l'ATRD, doivent permettre de desservir de nouveaux clients dans le cadre de nouvelle DSP avec un coût de rachat qui tient compte précisément de son mode de financement.

DÉFAVORABLE